

TRAITÉ THÉORIQUE ET PRATIQUE

DROIT CIVIL

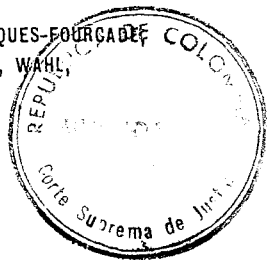
Par **G. BAUDRY-LACANTINERIE**

Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Bordeaux.

Avec la collaboration de MM.

BARDE, BONNECARRÈRE, CHAUVEAU, CHÉNEAUX, M. COLIN, HOUQUES-FOURCADE,
LE COURTOIS, DE LOYNES, SAIGNAT, SURVILLE, TISSIER, WAHL,

Professeurs des Facultés de Droit.



SUPPLÉMENT

PAR

Julien BONNECASE

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

TOME PREMIER



BIBLIOTECA

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

LÉON TENIN, Directeur

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1924

TABLE DES MATIÈRES

Les chiffres renvoient aux pages de l'ouvrage.

	Pages
PRÉFACE	1
PLAN DU SUPPLÉMENT dans ses rapports avec le <i>Traité théorique et pratique de droit civil de Baudry-Lacantinerie</i> et de ses collaborateurs	7

INTRODUCTION

Aperçu synthétique sur le mouvement législatif, jurisprudentiel et doctrinal survenu dans le droit civil depuis 1905.

PREMIÈRE DIVISION. — Le mouvement législatif en droit civil depuis 1905	38
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Observations générales sur la méthode suivie par le législateur contemporain dans l'élaboration des lois de droit civil. Caractère fragmentaire de cette méthode.</i>	38
CHAPITRE PREMIER. — <i>Lois ressortissant d'une manière principale à la pure réglementation.</i>	42
Section I. — La législation de l'absence et des actes de l'état civil.	42
§ I. La législation de l'absence.	43
§ II. La législation des actes de l'état civil	45
Section II. — La réforme de la législation du mariage. Les trois phases de cette réforme.	56
Première phase (1896-1907)	58
Deuxième phase (1907-1919)	62
Troisième phase (1919-1922)	69
Section III. — La législation relative à la publicité des droits immobiliers	75
§ I. Les réformes en matière hypothécaire.	76
§ II. Les réformes en matière de transcription.	79
§ III. Les mesures de reconstitution du crédit immobilier dans les pays envahis au cours de la guerre de 1914-1918 et les mesures de préservation de ce crédit dans l'avenir	82

	Pages
CHAPITRE II. — <i>Lois ressortissant d'une manière principale au domaine des questions de fond</i>	90
<i>Section I. — La capacité des personnes physiques. Les organismes de représentation et d'assistance des incapables</i>	91
§ I. La capacité de la femme en matière de tutelle.	91
§ II. Le rôle de l'État dans l'organisation et le fonctionnement de la tutelle, plus spécialement considérée sous le rapport de l'institution des Pupilles de la Nation.	102
§ III. La protection et la tutelle des enfants naturels.	123
§ IV. L'élargissement de la capacité de la femme mariée et l'organisation juridique de la vie conjugale	124
§ V. — Le contrôle et la déchéance de la puissance paternelle.	135
§ VI. — L'administration légale des biens des enfants mineurs et l'exercice de la puissance paternelle	142
<i>Section II. — La capacité des personnes morales.</i>	147
<i>Section III. — La paternité et la filiation</i>	161
§ I. La consécration du droit de recherche de la paternité naturelle; la portée de cette innovation législative au regard de la structure de la famille telle qu'elle avait été conçue par le Code civil.	161
§ II. La légitimation. L'extension, dans une certaine mesure, du bénéfice de la légitimation aux enfants adultérins; les conséquences de cette extension et la sauvegarde de la famille légitime.	175
<i>Section IV. — Le droit des biens.</i>	182
<i>Section V. — Le droit des obligations et des contrats.</i>	192
§ I. L'extension et l'évolution de la notion de contrat. L'institution du contrat collectif	193
§ II. Le louage de choses. La responsabilité civile	201
<i>Section VI. — Le droit des successions.</i>	203
DEUXIÈME DIVISION. — Aperçu sommaire sur les principaux courants de jurisprudence survenus en droit civil depuis 1905.	213
CHAPITRE PREMIER. — <i>Observations générales sur la fonction et l'œuvre de la jurisprudence dans la pratique actuelle du droit civil.</i>	213
<i>Section I. — Opposition de principe entre la jurisprudence et la doctrine au XIX^e siècle. L'influence à cet égard de l'École de l'exégèse</i>	213
<i>Section II. — Le problème des rapports de la doctrine et de la jurisprudence à l'heure actuelle. Le mouvement d'idées issu de ce problème. Solution proposée.</i>	225
<i>Section III. — Les conflits de jurisprudence entre la Cour de cassation et les cours d'appel; leurs causes. Exemple actuel de ces conflits: la preuve des reprises mobilières de la femme sous le régime de communauté; la série des arrêts Chauvel (1900-1923).</i>	238
§ I. La cause de conflits persistants de jurisprudence entre la Cour de cassation et les cours d'appel	238

§ II. Étude concrète d'un conflit de jurisprudence célèbre et actuel entre la Cour de cassation et les cours d'appel; la série des arrêts Chauvel (1920-1923), relatifs à la preuve des reprises de la femme sous les régimes de communauté. . . .	241
<i>Section IV.</i> — Les moyens de défense contre une jurisprudence déterminée et critiquable de la Cour de cassation : 1° la lutte sur le terrain des faits devant les juridictions de fond; 2° l'appel au législateur. Démonstration tirée de « l'affaire des résines » et de la loi du 7 novembre 1922 (responsabilité envers les tiers en matière d'incendie).	254
§ I. Les moyens de défense contre la jurisprudence de la Cour de cassation. Le rôle du législateur à cet égard	254
§ II. Étude concrète de la résistance opposée par les intéressés à la jurisprudence de la Cour de cassation sur la responsabilité envers les tiers pour cause d'incendie. L'affaire des résines, 1906-1922. L'intervention du législateur; loi du 7 novembre 1922	256
CHAPITRE II. — <i>Aperçu sur quelques courants actuels de jurisprudence.</i>	264
<i>Section I.</i> — Quelques aperçus sur la jurisprudence relative à des lois récentes.	267
§ I. L'interprétation jurisprudentielle de la loi du 16 novembre 1912.	267
§ II. La jurisprudence relative à la loi du 13 juillet 1907	276
<i>Section II.</i> — Quelques courants nouveaux de jurisprudence issus de l'interprétation du Code civil.	278
§ I. La nature juridique du régime matrimonial et des avantages matrimoniaux d'après des arrêts récents.	278
§ II. La jurisprudence et l'interprétation des contrats	284
§ III. Les tendances actuelles de la jurisprudence en matière de responsabilité civile	296
CHAPITRE III. — <i>Simple aperçu sur quelques courants actuels de jurisprudence concernant plus spécialement des notions fondamentales du Code civil dérivées en ligne directe des « Principes de 1789 »</i>	304
<i>Section I.</i> — La jurisprudence récente relative à la notion de servitude réelle	306
<i>Section II.</i> — La notion de substitution prohibée et la jurisprudence récente	321
§ I. La notion de substitution prohibée s'applique-t-elle aux choses mobilières et fongibles?	324
§ II. Des limites apportées par la jurisprudence à la règle de la prohibition des substitutions	345
<i>Section III.</i> — La jurisprudence relative à l'application au partage d'ascendant de la règle du partage égal et forcé en nature consacrée par les articles 826 et 832 du Code civil	349

	Pages
TROISIÈME DIVISION. — L'œuvre de la doctrine depuis 1905, ses caractères généraux et sa portée pratique	364
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Les directives nouvelles suivies par la doctrine au XIX^e siècle. L'œuvre de M. Géný</i>	364
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Écoles en Droit civil au XIX^e et au XX^e siècles : l'École de l'exégèse et l'École scientifique. La distinction de la science, de la technique et de la méthode dans le domaine du Droit civil. L'influence de la technique du Droit civil sur la technique contemporaine du Droit public. L'exagération du rôle de la technique à l'heure actuelle; une conception inexacte de cette notion</i> . . .	368
Section I. — La lutte de l'École de l'exégèse et de l'École scientifique au XIX ^e siècle. La situation respective de ces Écoles à l'heure actuelle	368
§ I. L'École de l'exégèse; sa doctrine et ses méthodes	369
§ II. L'apparition, le développement et les représentants de l'École scientifique. Un premier aspect de son œuvre : la critique de la doctrine et des méthodes de l'École de l'exégèse.	380
Section II. — L'aspect positif de l'œuvre de l'École scientifique. La distinction de la science, de la technique et de la méthode en Droit civil	394
§ I. La distinction des sources réelles et des sources formelles des règles de droit; sa portée. Les rapports de la science et de la technique du Droit civil avec les sources réelles et les sources formelles des règles de droit.	396
§ II. La méthode en Droit civil dans ses rapports avec la science et la technique (1).	407
Section III. — L'influence de la technique du Droit civil sur la technique contemporaine du Droit public	409
CHAPITRE II. — <i>Examen critique de l'abus fait par les auteurs contemporains de la notion de « technique juridique »; étendue et rôle excessifs prêtés à cette notion. Les rapports de la doctrine et de la méthode de l'École de l'exégèse avec la fonction attribuée par certains à la technique juridique; la position actuelle de M. Géný à cet égard</i>	412
Section I. — Conception excessive de la fonction de la technique dans l'élaboration du Droit civil	422
Section II. — Le rôle de la terminologie en matière de technique juridique.	434
Section III. — Examen critique de la théorie attribuant à la jurisprudence une technique spéciale par opposition à la technique de la doctrine. Extension démesurée par certains auteurs du contenu de la technique juridique.	448
Section IV. — La technique juridique et l'École de l'exégèse . . .	468

(1) Par suite d'une erreur matérielle, ce § II a été omis dans le texte et présenté comme le simple intitulé d'un alinéa.

CHAPITRE III. — <i>L'orientation contemporaine de la philosophie du Droit et son influence sur le développement du Droit civil. La portée de la notion de droit quant à l'interprétation du Droit civil. . .</i>	481
CHAPITRE IV. — <i>Le Code civil considéré à travers la critique juridique contemporaine.</i>	495
<i>Section I. — Les conceptions des rédacteurs du Code Napoléon sur les rôles respectifs de l'élément expérimental et de l'élément rationnel dans l'élaboration du Droit positif</i>	499
<i>Section II. — Simple aperçu sur la philosophie du Code Napoléon dans ses rapports avec le Code civil allemand et le Code civil suisse</i>	514
CHAPITRE V (1). — <i>L'orientation des études civilistes vers l'examen critique des notions fondamentales du Droit civil; la portée pratique de cette orientation.</i>	526
<i>Section I. — La « querelle des concepts » dans le droit positif contemporain; la nécessité et la portée des « notions » dans l'élaboration et le développement du Droit civil.</i>	527
<i>Section II. — Simple aperçu sur la bibliographie juridique contemporaine plus spécialement relative à l'exposé et à la critique des notions techniques fondamentales du Droit civil</i>	548
§ I. Observations préliminaires. La distinction des notions purement scientifiques et des notions techniques en Droit civil. . .	548
§ II. Simple aperçu sur les ouvrages généraux exclusivement relatifs à l'exposé et à la critique d'ensemble des notions techniques fondamentales du Droit civil	552
§ III. Les traités contemporains de Droit civil et l'étude des notions techniques fondamentales	570
§ IV. Les ouvrages spéciaux de Droit civil et les notions techniques fondamentales	594
<i>Section III. — Indication de quelques-unes des notions remises en question dans le Droit civil actuel. Caractères et portée de cette rénovation</i>	597
§ I. La portée pratique des notions dans le domaine du Droit civil.	597
§ II. Indication de quelques-unes des notions remises en question dans le Droit civil actuel.	601
§ III. Quelques tendances critiquables traduites par les études civilistes contemporaines relatives aux notions techniques fondamentales du Droit civil. Conclusion : réaction nécessaire; ses premiers symptômes	607

(1) Par erreur, dans le corps du livre, ce chapitre porte le n° IV au lieu de V.

APPENDICE

Simple aperçu sur quelques réformes législatives récentes concernant l'adoption, le libre salaire de la femme mariée, le divorce.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La réforme de la législation de l'adoption par la loi du 19 juin 1923.</i>	627
<i>Section I.</i> — Le mouvement d'idées et le but de la réforme de l'adoption traduits par les travaux préparatoires de la loi du 19 juin 1923.	631
<i>Section II.</i> — La loi du 19 juin 1923.	651
<i>Section III.</i> — Aperçu synthétique sur la portée de la réforme réalisée par la loi du 19 juin 1923.	655
CHAPITRE II. — <i>La loi du 8 juin 1923 complétant la loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage</i>	673
CHAPITRE III. — <i>L'élargissement du divorce. La proposition de réforme de l'article 295 du Code civil.</i>	686